
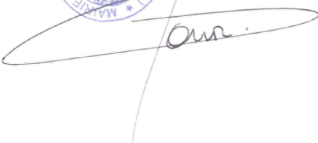



<div data-bbox="379 257 885 405" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Envoyé en préfecture le 05/12/2025 Reçu en préfecture le 05/12/2025 Publié le 05/12/2025 ID : 083-218300317-20251205-A_2025_DGS_15-AR</p> </div> <div data-bbox="443 414 762 645" style="text-align: center;">   </div>	<div data-bbox="1021 129 1337 250" style="text-align: center;"> <p>REPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1109 250 1236 425" style="text-align: center;">  </div> <div data-bbox="1109 425 1248 474" style="text-align: center;"> <p>LE CANNET DES MAURES</p> </div> <div data-bbox="965 510 1289 548" style="text-align: center;"> <p>Arrêté JLL/MA/AS/DGS 2025-15</p> </div> <div data-bbox="965 593 1149 627" style="text-align: center;"> <p><i>Nomenclature 5.4</i></p> </div>
---	---

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRE

LE MAIRE,

VU l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de la commande publique ;

CONSIDERANT que pour permettre une bonne administration de l'activité communale et plus précisément des opérations liées à la commande publique, il est nécessaire de prévoir une délégation des fonctions de présidence de la commission d'appel M. Philippe GAUBERT, 7ème adjoint au Maire ;

CONSIDERANT l'indisponibilité de M le Maire, cette délégation est consentie pour la date du 09 décembre 2025.

ARRETE

ARTICLE 1 : M. Philippe GAUBERT, 7ème adjoint au Maire, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour assurer la présidence de la commission d'appel d'offres. Cette délégation est consentie pour la date du mardi 09 décembre 2025.

ARTICLE 2 : M. Philippe GAUBERT, 7ème adjoint au Maire, est délégué à l'effet de signer tous les documents relatifs à sa délégation, procès-verbaux de réunions et les éventuels courriers relatifs à la procédure concernée par l'appel d'offres précité.

ARTICLE 3 : M. le Maire, M. le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- . Notifié à l'intéressé,
- . Publié par affichage,
- . Inscrit au registre des actes administratifs de la mairie,

Transmis en Sous-Préfecture dans le cadre du contrôle des actes administratifs

Fait à : Le Cannet des Maures, le 05 décembre 2025


Le Maire,
Jean-Luc LONGOUR

Délais et voies de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.